



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 1824

Texte de la question

## POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à M. Maxime Gremetz, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Maxime Gremetz. Monsieur le Premier ministre ("*Il n'est pas là !*" sur les bancs du groupe UMP), vous êtes décidément le chef d'un gouvernement des taxes et des impôts, pour ceux qui vivent de leur travail et pour les huit millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté.

Comment osez-vous soumettre à l'impôt les indemnités versées aux victimes d'accidents du travail ? ("*Scandaleux !*" sur les bancs du groupe SRC.) C'est inhumain et scandaleux !

Vous augmentez les prélèvements sociaux - CSG et CRDS -, avec des hausses qui s'appliqueront dès le premier euro.

Vous augmentez la TIPP de 1,35 centime par litre de gazole et de 0,53 centime par litre d'essence.

Vous imposez intégralement les indemnités de départ volontaire à la retraite.

Vous augmentez encore le forfait hospitalier, qui passe de 16 à 18 euros par jour, et vous déremboursez les médicaments de 35 à 15 euros.

Vous osez même vous attaquer aux morts.

M. Henri Jibrayel. Scandaleux !

M. Maxime Gremetz. En effet, les ayants droit des contrats d'assurance vie devront désormais verser 12,1 % des produits lors de l'ouverture d'une succession.

Vous augmentez aussi la taxe audiovisuelle, portée de 116 à 121 euros.

De plus, votre taxe carbone représente 4 milliards de taxes et d'impôts nouveaux, que vous ponctionnez dans la poche des personnes en difficulté. (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

En revanche, à vos amis, monsieur le Premier ministre, aux groupes, aux grands actionnaires, aux banquiers, aux patrons voyous, aux spéculateurs de la finance, aux fraudeurs (*Mêmes mouvements*), vous donnez 35 milliards d'euros, alors que vous n'augmentez le SMIC que de 0,5 % !

À l'usine de Nexans, dans l'Aisne, usine ultramoderne appartenant à un groupe étranger qui réalise d'énormes profits, le fonds d'investissement octroie 58 millions d'euros.

M. le président. Merci, monsieur Gremetz.

M. Maxime Gremetz. Un mois plus tard (*Protestations sur les bancs du groupe UMP*), les 350 salariés apprennent par la presse la délocalisation de l'entreprise !

Mais votre gouvernement reste coi...

M. le président. Merci.

La parole est à M. le secrétaire d'État chargé de l'emploi. (*M. Gremetz poursuit son intervention.*) Vous avez seul la parole, monsieur le secrétaire d'État.

M. Laurent Wauquiez, secrétaire d'État chargé de l'emploi. Monsieur Gremetz (*M. Gremetz continue de s'exprimer.* - *Protestations sur les bancs du groupe UMP*), je vous remercie de votre question, posée avec un sens de la synthèse et de la pondération qui vous honore. (*M. Gremetz poursuit son intervention.*)

M. le président. Monsieur Gremetz !

M. Laurent Wauquiez, secrétaire d'État. Vous m'interrogez donc sur la situation du pouvoir d'achat. (*M. Gremetz poursuit.*)

Monsieur le président, il m'est difficile de répondre dans ces conditions.

M. le président. Cela suffit, monsieur Gremetz ! (*M. Gremetz achève sa question. - Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.*) Vous avez posé votre question ; la parole est à M. le secrétaire d'État !

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État*. Même à l'approche des fêtes de fin d'année, il est difficile de répondre à quelqu'un qui n'écoute pas !

M. Maxime Gremetz. Si, j'écoute ! Mais vous, vous n'écoutez pas les questions ! (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. Monsieur Gremetz !

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État*. Monsieur Gremetz, il s'agit en effet d'une question importante car il est essentiel de maintenir le pouvoir d'achat en période de crise.

M. Maxime Gremetz. Pas pour tout le monde ! (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État*. En la matière, point n'est besoin de faux-semblants ni d'excès. Au cours de cette période, le plan de relance a eu notamment pour objectif de tenter de protéger le pouvoir d'achat des Français.

M. Maxime Gremetz. C'est réussi !

M. le président. Monsieur Gremetz, écoutez la réponse !

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État*. Citons la prime à la casse, l'allégement des deux tiers de l'impôt sur le revenu pour les classes moyennes et, pour les plus démunis, la création du RSA...

M. Maxime Gremetz. Les chiffres que j'ai cités sont-ils vrais, oui ou non ?

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État*. ...ainsi que dans le prolongement de l'action de Xavier Bertrand et de Brice Hortefeux, le nouvel étagement des grilles de salaires, afin que les Français ne soient plus prisonniers de la période où ils ont touché le SMIC.

M. Maxime Gremetz. C'est honteux !

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État*. Dans tout cela, monsieur Gremetz, il n'y a aucune augmentation d'impôt. Pardon ! J'allais oublier celles votées par les régions socialistes ; celles-là, vous avez raison de les dénoncer ! (*Applaudissements sur divers bancs du groupe UMP. - Protestations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

## Données clés

**Auteur** : [M. Maxime Gremetz](#)

**Circonscription** : Somme (1<sup>re</sup> circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 1824

**Rubrique** : Politique économique

**Ministère interrogé** : Emploi

**Ministère attributaire** : Emploi

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 23 décembre 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 23 décembre 2009